FP

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 44.784/AG
DU 1er JUILLET 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 24 juin 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables prorogé à huit jours ouvrables (*), sur une proposition de loi spéciale "modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises" (Doc. parl., Chambre, 2007-2008, n/ 52-1263/1), a donné l'avis suivant :

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de cinq jours ouvrables est prorogé à huit jours ouvrables dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 44.784/AV
VAN 1 JULI 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling wetgeving, op 24 juni 2008 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, binnen een termijn van vijf werkdagen verlengd tot acht werkdagen (*), van advies te dienen over een voorstel van bijzondere wet "tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen" (Parl. St., Kamer, 2007-2008, nr. 52-1263/1), heeft het volgende advies gegeven :

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van vijf werkdagen verlengd wordt tot acht werkdagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence de la présente demande est justifiée par la nécessité de pouvoir conclure entre les différents parlements belges un accord de coopération en vue de l'application de la procédure de subsidiarité du Traité de Lisbonne.".

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

La portée de la proposition de loi

1. La proposition de loi tend à autoriser les Chambres législatives fédérales et les Parlements des communautés et des régions à conclure des accords de coopération, qui seraient négociés par leurs présidents respectifs [(1)].

2. Elle prévoit également l'obligation pour l'autorité fédérale, les communautés et les régions de conclure pareil accord de coopération sur les quatre objets suivants :

"1/ concernant la communication aux Parlements de Communauté et de Région des projets d'actes législatifs et d'autres documents transmis aux Chambres fédérales législatives en application du Traité sur l'Union européenne et du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ainsi que du Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne et du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, annexés à ces Traités;

(1) Article 92*bis*, § 1er, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, énoncé par l'article 2, 1/, de la proposition.

2/ concernant la formulation d'avis motivés au sens de l'article 6 du protocole susmentionné sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

3/ concernant la formation d'un recours au sens de l'article 8, dernière phrase, dudit protocole;

4/ concernant la notification d'une opposition au sens de l'article 48, § 7, alinéa 3, du Traité sur l'Union européenne" [(2)].

3. La proposition permet l'introduction d'un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne "au nom d'une Chambre législative fédérale ou d'un Parlement communautaire ou régional" conformément à l'accord de coopération qui vient d'être évoqué; ce recours est celui ouvert aux parlements nationaux ou à l'une de leurs chambres par l'article 8 du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, annexé au Traité sur l'Union européenne et au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne [(3)].

4. Les titres IV*bis* et IV*ter*, comprenant notamment les articles 92*bis* et 92*quater*, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 sont rendus applicables à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune [(4)].

5. La proposition envisage de faire entrer la loi en vigueur

"à la date d'entrée en vigueur du Traité modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, signé à Lisbonne le 13 décembre 2007" [(5)].

---

(2) Article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, énoncé par l'article 2, 2/, de la proposition.

(3) Article 92*quater* de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, énoncé par l'article 4 de la proposition; voir aussi le remplacement de l'intitulé du titre IV*ter* de la loi spéciale précitée du 8 août 1980, énoncé par l'article 3 de la proposition.

(4) Articles 42 et 63, alinéa 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, tels que respectivement remplacé et modifié par les articles 5 et 6 de la proposition.

(5) Article 7 de la proposition.

Observations particulières

Article 2

Article 2, 1/ (article 92*bis*, § 1er, alinéa 3, proposé de la loi spéciale précitée du 8 août 1980)

6. Selon son commentaire, l'article 92*bis*, § 1er, alinéa 3, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980, énoncé par l'article 2, 1/, de la proposition, a pour objet de

> "permet[tre] aux assemblées parlementaires de conclure des accords de coopération qui portent sur des matières qui relèvent de leur compétence autonome" (6).

Elle tend ainsi à lever le doute quant à la possibilité pour ces assemblées, indépendamment de toute intervention du pouvoir exécutif, de conclure des accords de coopération en vue de l'exercice de leurs attributions propres, comme par exemple celles que certaines dispositions du Traité sur l'Union européenne, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de deux Protocoles annexés à ces Traités (7), tels qu'ils résulteraient de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne et de l'Acte final, faits à Lisbonne le 13 décembre 2007, reconnaissent au "parlement national" ou aux chambres qui le composent (8).

La terminologie utilisée par la disposition proposée ne traduit qu'imparfaitement cette intention et est de nature à susciter une ambiguïté quant à son objet précis.

---

(6) *Doc. parl.*, Chambre, 2007-2008, n/ 52-1263/1, p. 4.

(7) Il s'agit du Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne et du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

(8) Sur cette question, voir l'avis 44.028/AG donné le 29 janvier 2008 sur un avant-projet de loi "portant assentiment au Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, et à l'Acte final, faits à Lisbonne le 13 décembre 2007", spéc. § 33 (*Doc. parl.*, Sénat, 2007-2008, n/ 4-568/1, pp. 334 à 371, spéc. p. 365).

Les mots "sur des matières relevant de la compétence des Chambres législatives fédérales et des Parlements de Communauté et de Région" qui y sont utilisés peuvent en effet donner à penser que les accords de coopération envisagés peuvent avoir pour objet, de manière large, la répartition des compétences entre l'autorité fédérale, les communautés et les régions.

Afin de mieux traduire l'intention exprimée, qui consiste à permettre la conclusion d'accords de coopération entre les assemblées pour la mise en oeuvre de leurs prérogatives propres, il conviendrait d'amender la disposition proposée pour y remplacer :

- dans la version néerlandaise, les mots "op aangelegenheden waarvoor de federale Wetgevende Kamers en de Gemeenschaps- en Gewestparlementen bevoegd zijn" par les mots "op de uitoefening van prerogatieven door de federale Wetgevende Kamers en de Gemeenschaps- en Gewestparlementen";

- dans la version française, les mots "sur des matières relevant de la compétence des Chambres législatives fédérales et des Parlements de Communauté et de Région" par les mots"sur l'exercice des prérogatives des Chambres législatives fédérales et des Parlements de Communauté et de Région".

Article 2, 2/ (article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 3, proposé de la loi spéciale précitée du 8 août 1980)

7. Dans la phrase introductive de l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 3, proposé de la loi spéciale précitée du 8 août 1980, les mots "au sens du § 1er, alinéa 3" paraissent inutiles, la disposition proposée constituant la base juridique suffisante pour la conclusion d'un accord de coopération sur les objets qu'elle énonce.

Les mots "au sens du § 1er, alinéa 3" peuvent donc être omis.

8.1. Les références faites par l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 3, proposé de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 aux hypothèses dans lesquelles le Traité sur l'Union européenne, le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne et le Protocole sur l'application des

principes de subsidiarité et de proportionnalité, annexés à ces traités, prévoient un rôle autonome des "parlements nationaux" ne sont pas complètes :

a) Au 2/, il est fait état des "avis motivés au sens de l'article 6 du protocole susmentionné sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité". Il n'y est pas fait référence à l'avis motivé prévu par l'article 3, alinéa 1er, du Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne. Même si cette dernière disposition renvoie à "la procédure prévue par le protocole susmentionné sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité", il serait préférable, dans un souci de complétude et de sécurité juridique, de faire également référence à l'article 3, alinéa 1er, du Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne.

b) L'article 12 du Traité sur l'Union européenne dispose :

> "Les parlements nationaux contribuent activement au bon fonctionnement de l'Union :
>
> a) en étant informés par les institutions de l'Union et en recevant notification des projets d'actes législatifs de l'Union conformément au protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne;
>
> b) en veillant au respect du principe de subsidiarité conformément aux procédures prévues par le protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité;
>
> c) en participant, dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, aux mécanismes d'évaluation de la mise en oeuvre des politiques de l'Union dans cet espace, conformément à l'article 70 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et en étant associés au contrôle politique d'Europol et à l'évaluation des activités d'Eurojust, conformément aux articles 88 et 85 dudit traité;
>
> d) en prenant part aux procédures de révision des traités, conformément à l'article 48 du présent traité;
>
> e) en étant informés des demandes d'adhésion à l'Union, conformément à l'article 49 du présent traité;
>
> f) en participant à la coopération interparlementaire entre parlements nationaux et avec le Parlement européen, conformément au protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne.".

Toutes les hypothèses prévues par cette disposition dans lesquelles les "parlements nationaux" auront vocation à intervenir dans des matières susceptibles d'intéresser les Parlements des entités fédérées ne sont pas transposées par l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 3, proposé de la loi spéciale précitée du 8 août 1980, alors qu'elles devraient l'être.

Il en va en premier lieu de la participation à la coopération interparlementaire dont il est question au littera f) de l'article 12 du Traité sur l'Union européenne.

S'agissant du littera c) de la même disposition, la participation, dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, aux mécanismes d'évaluation de la mise en oeuvre des politiques de l'Union dans cet espace, conformément à l'article 70 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et l'association au contrôle politique d'Europol et à l'évaluation des activités d'Eurojust, conformément aux articles 88 et 85 dudit traité, paraissent ne relever actuellement que de la seule autorité fédérale. Toutefois, indépendamment même du fait qu'on ne peut exclure que des aspects de ces matières pourraient relever dès à présent, fût-ce de manière très partielle, des compétences transférées aux communautés ou aux régions, il convient de prendre en considération ce qui suit : comme l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 3, proposé de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 a vocation à une certaine permanence et que des transferts de compétence pourraient être opérés à l'avenir au profit des entités fédérées sur tout ou partie des politiques dont il vient d'être question, compte tenu en outre de la limitation qui sera exposée ci-après dans l'observation 8.2 quant à la compétence des différents niveaux de pouvoir d'intervenir en vertu de la disposition à l'examen et des accords de coopération conclus sur son fondement, il peut être opportun de renvoyer également aux aspects de la participation des "parlements nationaux" aux activités et aux procédures européennes mentionnés au littera c) de l'article 12 du Traité sur l'Union européenne.

Sur la possibilité pour les "parlements nationaux" de "pren[dre] part aux procédures de révision des traités", faisant l'objet de l'article 12, d), du Traité sur l'Union européenne, il est renvoyé à l'observation faite sous le littera c), ci-après.

c) En ce qui concerne la participation des "parlements nationaux" aux procédures de révision des traités européens, l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 3, n'évoque, en son 4/, que "la notification d'une opposition au sens de l'article 48, § 7, alinéa 3, du Traité sur l'Union européenne".

Si ce renvoi à cette dernière disposition est pertinente, elle n'en est pas moins insuffisante, et ce pour les deux motifs suivants.

D'une part, elle ne tient pas compte de ce qu'en vertu de l'article 48, paragraphe 3, du Traité sur l'Union européenne, la Convention que le Conseil européen convoque lorsqu'il adopte une décision favorable à l'examen de projets tendant à la révision des traités européens est notamment "composée de représentants des parlements nationaux".

D'autre part, elle perd de vue qu'en vertu de l'article 81, paragraphe 3, alinéa 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les "parlements nationaux" sont saisis, en vertu d'une clause dite de révision simplifiée à caractère spécifique, de la proposition que peut faire la Commission européenne tendant à "détermin[er] les aspects du droit de la famille ayant une incidence transfrontière susceptibles de faire l'objet d'actes adoptés selon la procédure législative ordinaire". Si, actuellement, la majeure partie du droit de la famille relève de la compétence fédérale, certains aspects, en matière d'adoption par exemple, sont réglés partiellement par les communautés. En toute hypothèse, pour les mêmes motifs que ceux exposés ci-avant, sous le littera b), il convient de tenir compte du caractère éventuellement évolutif des règles de répartition des compétences et de la limitation exposée dans l'observation 8.2, ci-après, quant aux niveaux de pouvoir susceptibles d'intervenir sur la base de la disposition à l'examen et des accords de coopération conclus sur son fondement.

Il conviendrait donc que l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 3, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 permette aussi la conclusion d'accords de coopération pour mettre en oeuvre, le cas échéant, l'article 48, paragraphe 3, du Traité sur l'Union européenne et l'article 81, paragraphe 3, alinéa 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, sous la réserve exposée ci-après, sous le n/ 8.2.

8.2. La compétence des divers Parlements d'intervenir sur la base de la disposition à l'examen, telle qu'elle serait amendée en fonction des observations qui précèdent, et des accords de coopération conclus sur son fondement, n'est pas illimitée. Ces interventions ne seraient admissibles que si elles concernent des matières pour lesquelles les Parlements sont compétents en vertu des règles de répartition des compétences entre l'autorité fédérale, les communautés et les régions.

Ainsi par exemple, leur intervention, sur la base de l'accord de coopération mettant en oeuvre l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 3, 2*/*, proposé de la loi spéciale précitée du 8 août 1980, qui porte sur "la formulation d'avis motivés au sens de l'article 6 du protocole susmentionné sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité" ne serait admissible que si le projet d'acte législatif européen dont il est question dans cette dernière disposition règle, au moins partiellement, une matière pour laquelle l'assemblée concernée est compétente [(9)].

Il pourrait être opportun de confirmer cette restriction dans le texte envisagé. Pareille disposition s'articulerait de manière heureuse avec la proposition, faisant l'objet de la proposition de loi du 26 juin 2008 "modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973" [(10)], au sujet de laquelle un avis 44.816/AG est rendu ce jour par la section de législation du Conseil d'État, d'étendre les compétences de ladite section au contrôle du respect par les différents Parlements de leurs compétences lorsqu'ils mettent en oeuvre les mécanismes qu'envisageraient les accords de coopération dont il est question à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 3, proposé.

8.3. Cette dernière disposition proposée devrait être amendée pour donner suite aux observations qui précèdent.

9. A l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 3, 3*/*, proposé, la référence à la "dernière phrase" de l'article 8 du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité n'est pas exacte. Elle doit être remplacée par la mention de l'article 8, alinéa 1er, de ce Protocole.

---

(9) Il est vrai que certaines interventions des assemblées pourraient se situer dans un cadre plus évolutif. Ainsi, par exemple, si l'accord de coopération envisagé est conclu afin de permettre la participation des assemblées aux travaux de la Convention chargée, en application de l'article 48, paragraphe 3, du Traité sur l'Union européenne, d'examiner des projets de révision des traités européens (voir l'observation 8.1, c), ci-avant), la condition selon laquelle les assemblées concernées doivent être compétentes en la matière devrait être interprétée de manière plus souple.

(10) *Doc. parl.*, Sénat, 2007-2008, n*/* 4-830/1.

Observation finale

10. Le champ d'application des modifications apportées par les articles 2 et 4 de la proposition à l'examen à la loi spéciale précitée du 8 août 1980 est déterminé par celui de cette dernière loi spéciale : il s'agit des Communautés flamande et française et des Régions flamande et wallonne [(11)].

Compte tenu des articles 42, 63 et 72, alinéa 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, mais aussi de la modification apportée aux articles 42 et 63, alinéa 1er, de cette loi spéciale par les articles 5 et 6 de la proposition à l'examen, et vu les articles 55*bis* et 55*ter* de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone [(12)] ainsi que l'article 4, 1/, commun au décret de la Communauté française n/ II du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, au décret de la Région wallonne n/ II et au décret n/ III de la Commission communautaire française portant tous deux la même date du 22 juillet 1993 et le même intitulé que celui du décret précité de la Communauté française du 19 juillet 1993, les articles 92*bis*, §§ 1er, alinéa 3, et 4*bis*, alinéa 3, et 92*quater* de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 énoncés par les articles 2 et 4 de la proposition à l'examen seraient également applicables à la Région de Bruxelles-Capitale, à la Commission communautaire commune et à la Communauté germanophone et l'article 92*bis*, §§ 1er, alinéa 3, et 4*bis*, alinéa 3, de la même loi spéciale serait applicable à la Région wallonne et à la Commission communautaire française dans les compétences dont l'exercice leur a été transféré par la Communauté française.

Une difficulté surgit toutefois quant à l'applicabilité de l'article 92*quater* de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 à la Région wallonne et à la Commission communautaire française dans les compétences dont l'exercice leur a été transféré par la Communauté française.

---

(11) Titre Ier de la loi spéciale précitée du 8 août 1980.

(12) Voir aussi l'article 2 de la proposition de loi du 18 juin 2008 "modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone" (*Doc. parl.*, Chambre, 2007-2008, n/ 52-1262/1), qui modifie l'intitulé du titre IV*ter* de la loi précitée du 31 décembre 1983. Cette proposition de loi fait l'objet d'un avis 44.785/AG rendu ce jour.

Aucune disposition expresse des décrets de transfert précités de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Commission communautaire française des 19 et 22 juillet 1993 ne règle en effet cette applicabilité.

Ceci ne signifie pas que l'article 92*quater* de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 ne serait pas applicable à la Région wallonne et à la Commission communautaire française dans les matières transférées. En effet, par le seul fait que ces entités exercent dans certaines matières les compétences de la Communauté française en exécution de l'article 138 de la Constitution, il peut être admis que l'article 92*quater* précité, qui constitue une modalité de l'exercice des compétences des entités fédérées, leur est applicable de plein droit [(13)] [(14)] [(15)].

---

(13) En ce sens, *mutatis mutandis*, la section de législation du Conseil d'État a considéré que la formule de signature du Premier ministre et du Ministre des Affaires étrangères sous le Traité et l'Acte final faits à Lisbonne le 13 décembre 2007, selon laquelle celle-ci "engage[ait] également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale" "doi[t] s'entendre comme engageant également la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale puisqu'en exécution de l'article 138 de la Constitution, elle exerce des compétences de la Communauté française" (*loc. cit.*, § 43, p. 370).

(14) On peut relever, à l'appui de ce qui précède, que, dans l'article 6*ter* énoncé par l'article 2 de la proposition de loi du 26 juin 2008 déposée au Sénat (*Doc. parl.*, Sénat, 2007-2008, n/ 4-830/1) et faisant l'objet de l'avis 44.816/AG donné ce jour, il n'est pas fait de restriction à la possibilité pour la Commission communautaire française ou la Région wallonne, s'agissant des matières transférées, de saisir la section de législation du Conseil d'État, en ce compris, aux termes de l'article 6*ter*, alinéa 1er, proposé, sur les aspects de compétence concernant les actes législatifs européens susceptibles de faire l'objet d'un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne sur la base de l'article 8 du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (sur le fait qu'à cette disposition, il est renvoyé en réalité à l'article 8 de ce Protocole, et non, comme il y est mentionné par erreur, à son article 3, voir la note infrapaginale n/ 5 dans l'avis 44.816/AG précité). Or, c'est l'article 92*quater* de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 qui constituerait le fondement légal, en combinaison avec l'accord de coopération qu'il envisage, de la compétence qui serait reconnue aux assemblées des différents niveaux de pouvoir d'introduire pareil recours devant la Cour de justice.

(15) Il revient à la Communauté française, à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, par une modification de l'article 4, 1/, des décrets de transfert précités des 19 et 22 juillet 1993, de lever toute équivoque sur ce point en y mentionnant également un renvoi à l'article 92*quater* de la loi spéciale précitée du 8 août 1980.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

> "De hoogdringendheid van dit verzoek is gemotiveerd door het feit dat het noodzakelijk is onder de verschillende Belgische parlementen een samenwerkingsakkoord te kunnen sluiten om de subsidiariteitsprocedure van het Verdrag van Lissabon naar behoren te kunnen uitvoeren."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Strekking van het wetsvoorstel

1. Het wetsvoorstel strekt ertoe de federale Wetgevende Kamers en de parlementen van de gemeenschappen en gewesten in de gelegenheid te stellen samenwerkingsakkoorden te sluiten waarover door de respectieve voorzitters van die instanties is onderhandeld [(1)].

---

(1) Artikel 92*bis*, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, voorgesteld bij artikel 2, 1/, van het voorstel.

2. Het wetsvoorstel voorziet eveneens in de mogelijkheid voor de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten om een zodanig samenwerkingsakkoord te sluiten omtrent de volgende vier aangelegenheden :

"1 **/** over het doorzenden aan de Gemeenschaps- en Gewestparlementen van de ontwerpen van wetgevingshandelingen en andere documenten die aan de federale Wetgevende Kamers worden toegezonden overeenkomstig het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie alsook het Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie en het Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid, gehecht aan die verdragen;

2**/** over het uitbrengen van gemotiveerde adviezen als bedoeld in artikel 6 van het voornoemde protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid;

3**/** over het instellen van een beroep als bedoeld in artikel 8, laatste zinsnede, van dat protocol;

4**/** over het aantekenen van een bezwaar als bedoeld in artikel 48, lid 7, derde alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie" [(2)].

3. Het wetsvoorstel voorziet in de mogelijkheid om "namens een federale Wetgevende Kamer of een Gemeenschaps- of Gewestparlement" bij het Hof van Justitie van de Europese Unie een beroep in te stellen overeenkomstig het hierboven genoemde samenwerkingsakkoord; dit beroep kan door de nationale parlementen of door één van hun kamers worden ingesteld bij artikel 8 van het Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid, gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie [(3)].

4. De titels IV*bis* en IV*ter* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, die inzonderheid de artikelen 92*bis* en 92*quater* bevatten, worden

---

(2) Artikel 92*bis*, § 4*bis*, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, voorgesteld bij artikel 2, 2**/**, van het voorstel.

(3) Artikel 92*quater* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, voorgesteld bij artikel 4 van het voorstel; zie ook de vervanging van het opschrift van titel IV*ter* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, voorgesteld bij artikel 3 van het voorstel.

toepasselijk verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie [4].

5. Het voorstel geeft aan dat de wet in werking treedt

> "op de dag waarop het Verdrag tot wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, ondertekend te Lissabon op 13 december 2007, in werking treedt" [5].

Bijzondere opmerkingen

Artikel 2

Artikel 2, 1/, (voorgestelde artikel 92*bis*, § 1, derde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980)

6. Volgens de toelichting, strekt artikel 92*bis*, § 1, derde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, voorgesteld bij artikel 2, 1/, van het voorstel, ertoe

> "het voor de parlementaire assemblees mogelijk [te maken] om samenwerkingsakkoorden te sluiten die betrekking hebben op aangelegenheden welke tot hun zelfstandige bevoegdheid behoren" [6].

Het voorstel beoogt eveneens twijfel weg te nemen omtrent de mogelijkheid voor deze vergaderingen om, los van enige bemoeiing vanwege de uitvoerende macht, samenwerkingsakkoorden te sluiten met het oog op het uitoefenen van hun eigen bevoegdheden, zoals bijvoorbeeld die welke sommige bepalingen van het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie,

---

(4) Artikelen 42 en 63, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zoals ze respectievelijk worden vervangen en gewijzigd bij de artikelen 5 en 6 van het voorstel.

(5) Artikel 7 van het voorstel.

(6) *Parl. Stuk*, Kamer, 2007-2008, nr. 52-1263/1, blz. 4.

alsook twee Protocollen gehecht aan die verdragen [7], zoals die zouden volgen uit de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon tot wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, en van de Slotakte, gedaan te Lissabon op 13 december 2007, toekennen aan het "nationale parlement" of aan de kamers waaruit het bestaat [8].

De terminologie die in de voorgestelde bepaling wordt gebruikt, geeft die bedoeling slechts onvolkomen weer en kan aanleiding geven tot dubbelzinnigheid inzake de precieze strekking ervan.

De aldaar gebruikte bewoordingen "die betrekking hebben op aangelegenheden waarvoor de federale Wetgevende Kamers en de Gemeenschaps- en Gewestparlementen bevoegd zijn" kunnen immers de indruk wekken dat de in het vooruitzicht gestelde samenwerkingsakkoorden in ruime zin de verdeling van de bevoegdheden tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten kunnen betreffen.

Teneinde de tot uiting gebrachte bedoeling, te weten te voorzien in de mogelijkheid voor de vergaderingen om onderling samenwerkingsakkoorden te sluiten voor de uitoefening van hun eigen prerogatieven, dient de voorgestelde bepaling aldus te worden aangepast dat :

- in de Nederlandse lezing de woorden "op aangelegenheden waarvoor de federale Wetgevende Kamers en de Gemeenschaps- en Gewestparlementen bevoegd zijn" vervangen worden door de woorden "op de uitoefening van prerogatieven door de federale Wetgevende Kamers en de Gemeenschaps- en Gewestparlementen";

- in de Franse lezing de woorden "sur des matières relevant de la compétence des Chambres législatives fédérales et des Parlements de Communauté et de Région"

---

(7) Te weten het Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie en het Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid.

(8) Zie in dit verband advies 44.028/AV, op 29 januari 2008 verstrekt omtrent een voorontwerp van wet "houdende instemming met het Verdrag van Lissabon tot wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, en met de Slotakte, gedaan te Lissabon op 13 december 2007", inz. punt 33 (*Parl. Stuk* Senaat, 2007-2008, nr. 4-568/1, blz. 334 tot 371, inz. blz. 365).

vervangen worden door de woorden "sur l'exercice des prérogatives des Chambres législatives fédérales et des Parlements de Communauté et de Région".

Artikel 2, 2/, (voorgestelde artikel 92*bis*, § 4*bis*, derde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980)

7. In de inleidende zin van het voorgestelde artikel 92*bis*, § 4*bis*, derde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 lijken de woorden "als bedoeld in § 1, derde lid" overbodig, vermits de voorgestelde bepaling een genoegzame rechtsgrond vormt voor het sluiten van een samenwerkingsakkoord omtrent de daarin genoemde aangelegenheden.

De woorden "als bedoeld in § 1, derde lid" mogen bijgevolg vervallen.

8.1. De verwijzingen, in het voorgestelde artikel 92*bis*, § 4*bis*, derde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, naar de gevallen waarin het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, het Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie en het Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid, gehecht aan die verdragen, voorzien in een autonome rol voor de "nationale parlementen", zijn onvolledig :

a) In punt 2/ is sprake van de "gemotiveerde adviezen als bedoeld in artikel 6 van het voornoemde protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid". Er wordt niet in verwezen naar het met redenen omklede advies bedoeld in artikel 3, eerste alinea, van het Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie. Ofschoon deze laatste bepaling verwijst naar "de procedure van het Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid", zou het uit het oogpunt van de volledigheid en de rechtszekerheid verkieslijk zijn om eveneens te verwijzen naar artikel 3, eerste alinea, van het Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie.

b) Artikel 12 van het Verdrag betreffende de Europese Unie bepaalt :

"De nationale parlementen dragen actief bij tot de goede werking van de Unie :

a) door zich door de instellingen van de Unie te laten informeren en door zich ontwerpen van wetgevingshandelingen van de Unie te laten toezenden, overeenkomstig het Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie;

b) door erop toe te zien dat het beginsel van subsidiariteit wordt geëerbiedigd overeenkomstig de procedures bedoeld in het Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid;

c) door, in het kader van de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht, deel te nemen aan de mechanismen voor de evaluatie van de uitvoering van het beleid van de Unie in die ruimte, overeenkomstig artikel 70 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, en door betrokken te worden bij het politieke toezicht op Europol en de evaluatie van de activiteiten van Eurojust, overeenkomstig de artikelen 88 en 85 van dat Verdrag;

d) door deel te nemen aan de procedures voor de herziening van de Verdragen, overeenkomstig artikel 48 van dit Verdrag;

e) door zich in kennis te laten stellen van verzoeken om toetreding tot de Unie, overeenkomstig artikel 49 van dit Verdrag;

f) door deel te nemen aan de interparlementaire samenwerking tussen de nationale parlementen en met het Europees Parlement, overeenkomstig het Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie.".

Niet alle gevallen omschreven in deze bepaling waarin de "nationale parlementen" zullen kunnen interveniëren in aangelegenheden die de parlementen van de deelentiteiten kunnen aanbelangen, worden omgezet bij het voorgestelde artikel 92*bis*, § 4*bis*, derde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, ofschoon dat wel zo zou moeten zijn.

Zulks is in de eerste plaats het geval met de deelneming aan de interparlementaire samenwerking bedoeld in artikel 12, f), van het Verdrag betreffende de Europese Unie.

Wat punt c) van dezelfde bepaling betreft, lijken de deelneming, in het kader van de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht, aan de mechanismen voor de evaluatie van de uitvoering van het beleid van de Unie in die ruimte, overeenkomstig artikel 70 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, en het betrokken worden bij het politieke toezicht op Europol en de evaluatie van de activiteiten van

Eurojust, overeenkomstig de artikelen 88 en 85 van dat verdrag, thans uitsluitend tot de bevoegdheid van de federale overheid te behoren. Ongeacht het feit dat niet kan worden uitgesloten dat aspecten van deze aangelegenheden nu reeds, ook al is het maar zeer gedeeltelijk, kunnen behoren tot de bevoegdheden die naar de gemeenschappen of de gewesten zijn overgeheveld, moet het volgende in aanmerking worden genomen: vermits het voorgestelde artikel 92*bis*, § 4*bis*, derde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 bedoeld is om zijn gelding enige tijd te behouden, vermits in de toekomst bevoegdheidsoverdrachten met betrekking tot de voornoemde beleidslijnen geheel of ten dele kunnen plaatsvinden ten gunste van de deelentiteiten, voorts gelet op de beperking die in opmerking 8.2. hieronder wordt uiteengezet met betrekking tot de bevoegdheid van de verschillende beleidsniveaus om te interveniëren krachtens de onderzochte bepaling en de op de grond daarvan gesloten samenwerkingsakkoorden, kan het dienstig zijn eveneens te verwijzen naar de aspecten van de deelneming van de "nationale parlementen" aan de Europese activiteiten en procedures vermeld in artikel 12, c), van het Verdrag betreffende de Europese Unie.

Omtrent de mogelijkheid voor de "nationale parlementen" om "deel te nemen aan de procedures voor de herziening van de Verdragen", waarvan sprake is in artikel 12, d), van het Verdrag betreffende de Europese Unie, wordt verwezen naar de opmerking die hierna wordt gemaakt onder punt c).

c) Wat betreft de deelneming van de "nationale parlementen" aan de procedures voor de herziening van de Europese Verdragen, is in punt 4**/** van artikel 92*bis*, § 4*bis*, derde lid, alleen sprake van "het aantekenen van een bezwaar als bedoeld in artikel 48, lid 7, derde alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie".

De verwijzing naar deze laatste bepaling is weliswaar pertinent, maar ze is ook ontoereikend, en wel om de volgende twee redenen.

Enerzijds houdt de bepaling geen rekening met het feit dat krachtens artikel 48, lid 3, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, de Conventie die de Europese Raad bijeenroept wanneer hij een besluit neemt dat gunstig is voor het onderzoek van de ontwerpen die strekken tot herziening van Europese verdragen, onder meer "is samengesteld uit vertegenwoordigers van de nationale parlementen".

Anderzijds ziet ze over het hoofd dat, krachtens artikel 81, lid 3, derde alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, krachtens een specifieke zogenaamde vereenvoudigde herzieningsclausule, bij de "nationale parlementen" het voorstel wordt ingediend dat de Europese Commissie kan doen, strekkende tot het "vaststellen ten aanzien van welke aspecten van het familierecht met grensoverschrijdende gevolgen handelingen volgens de gewone wetgevingsprocedure kunnen worden vastgesteld." Hoewel het grootste gedeelte van het familierecht thans een federale bevoegdheid is, worden sommige aspecten ervan, bij voorbeeld inzake adoptie, gedeeltelijk geregeld door de gemeenschappen. Hoe dan ook dient om dezelfde redenen als hierboven onder punt b) is uiteengezet rekening te worden gehouden met de eventueel evolutieve aard van de bevoegdheidsverdelende regels en met de hierna in opmerking 8.2. uiteengezette beperking over de beleidsniveaus die kunnen interveniëren op basis van de voorliggende bepaling en de op grondslag daarvan gesloten samenwerkingsakkoorden.

Artikel 92*bis*, § 4*bis*, derde lid, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 zou het dus ook mogelijk moeten maken samenwerkingsakkoorden te sluiten om in voorkomend geval uitvoering te geven aan artikel 48, lid 3, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan artikel 81, lid 3, derde alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, onder het hierna onder nr. 8.2. uiteengezette voorbehoud.

8.2. De bevoegdheid van de verschillende parlementen om op te treden op basis van de voorliggende bepaling, zoals ze zou worden gewijzigd als gevolg van de voorgaande opmerkingen, en van de samenwerkingsakkoorden die op de grondslag daarvan worden gesloten, is evenwel niet onbeperkt. Hun optreden zou alleen aanvaardbaar zijn indien het betrekking heeft op aangelegenheden waarvoor de parlementen bevoegd zijn krachtens de regels voor de verdeling van de bevoegdheden onder de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten.

Zo zou bijvoorbeeld hun optreden op basis van het samenwerkingsakkoord, dat uitvoering geeft aan het voorgestelde artikel 92*bis*, § 4*bis*, derde lid, 2*/*, van voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat betrekking heeft op "het uitbrengen van gemotiveerde adviezen als bedoeld in artikel 6 van het voornoemde protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid", alleen aanvaardbaar zijn indien het ontwerp van Europese wetgevingshandeling, waarvan sprake is in de

laatstgenoemde bepaling, op zijn minst gedeeltelijk, een aangelegenheid regelt waarvoor de betrokken vergadering bevoegd is [9].

Het zou nuttig kunnen zijn deze beperking te bevestigen in de ontworpen tekst. Een zodanige bepaling zou voordelig kunnen aansluiten bij het voorstel dat het onderwerp is van het voorstel van wet van 26 juni 2008 "tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973" [10], waarover heden door de afdeling wetgeving van de Raad van State advies 44.816/AV wordt uitgebracht, om de bevoegdheden van de genoemde afdeling uit te breiden tot het toetsen of de verschillende parlementen zich aan hun bevoegdheden houden wanneer ze uitvoering geven aan de mechanismen die mogelijk in het vooruitzicht worden gesteld in de samenwerkingsakkoorden waarvan sprake is in het voorgestelde artikel 92*bis*,§ 4*bis*, derde lid.

8.3. De laatstgenoemde bepaling zou moeten worden gewijzigd om tegemoet te komen aan de voorgaande opmerkingen.

9. In het voorgestelde artikel 92*bis*,§ 4*bis*, derde lid, 3/, is de verwijzing naar de "laatste zinsnede" van artikel 8 van het Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid niet nauwkeurig. Ze moet worden vervangen door de vermelding van artikel 8, eerste alinea, van dat Protocol.

Slotopmerking

10. De werkingssfeer van de wijzigingen die bij de artikelen 2 en 4 van het voorliggende voorstel worden aangebracht in de voormelde bijzondere wet van 8 augustus

---

(9) Wel kunnen sommige interventies van de vergaderingen plaatshebben binnen een meer evolutief verband. Zo zou, bij voorbeeld, wanneer het geplande samenwerkingsakkoord wordt gesloten om de vergaderingen in staat te stellen deel te nemen aan de werkzaamheden van de Conventie die met toepassing van artikel 48, lid 3, van het Verdrag betreffende de Europese Unie ermee belast is ontwerpen tot herziening van Europese verdragen te onderzoeken (zie hierboven opmerking 8.1, c), de voorwaarde dat de betrokken vergaderingen terzake bevoegd moeten zijn, flexibeler moeten worden geïnterpreteerd.

(10) *Gedr. St.*, Senaat, 2007-08, nr. 4-830/1.

1980, wordt bepaald door de werkingssfeer van die bijzondere wet: het gaat om de Vlaamse en Franse Gemeenschap en om het Vlaamse en Waalse Gewest [(11)].

Gelet op de artikelen 42, 63 en 72, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, doch ook op de wijziging die in de artikelen 42 en 63, eerste lid, van deze bijzondere wet is aangebracht bij de artikelen 5 en 6 van het voorliggende voorstel, gezien de artikelen 55*bis* en 55*ter* van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap [(12)], alsmede gezien artikel 4, 1/, dat gemeenschappelijk is aan het decreet van de Franse Gemeenschap nr. II van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, het decreet van het Waalse Gewest nr. II en het decreet nr. III van de Franse Gemeenschapscommissie, die beide gedateerd zijn 22 juli 1993 en hetzelfde opschrift dragen als dat van het voormelde decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, zouden de artikelen 92*bis*, §§ 1, derde lid, en 4*bis*, derde lid, en 92*quater* van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980, genoemd in de artikelen 2 en 4 van het voorliggende voorstel, eveneens van toepassing zijn op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en op de Duitstalige Gemeenschap en zou artikel 92*bis*, §§ 1, derde lid, en 4*bis*, derde lid, van dezelfde bijzondere wet van toepassing zijn op het Waalse Gewest en op de Franse Gemeenschapscommissie voor de bevoegdheden waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap aan deze instanties is overgedragen.

Er rijst evenwel een probleem met betrekking tot de toepasbaarheid van artikel 92*quater* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 op het Waalse Gewest en op de Franse Gemeenschapscommissie wat de bevoegdheden betreft die de Franse Gemeenschap aan deze instanties heeft overgedragen.

Geen enkele uitdrukkelijke bepaling in de voornoemde overdrachtsdecreten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van 19 en 22 juli 1993 regelt immers die toepasbaarheid.

---

(11) Titel I van voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

(12) Zie ook artikel 2 van het voorstel van wet van 18 juni 2008 "tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap" (*Gedr. St.*, Kamer 2007-08, nr. 52-1262/1), waarbij het opschrift wordt gewijzigd van titel IV*ter* van voormelde wet van 31 december 1983. Over dit wetsvoorstel wordt heden advies 44.785/AV uitgebracht.

Dit betekent niet dat artikel 92*quater* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet toepasselijk zou zijn op het Waalse Gewest en op de Franse Gemeenschapscommissie in de overgedragen aangelegenheden. Door het enkele feit dat deze entiteiten in sommige aangelegenheden de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefenen met toepassing van artikel 138 van de Grondwet, kan immers worden aangenomen dat het voornoemde artikel 92*quater*, dat nader bepaalt op welke wijze de uitoefening van de bevoegdheden van de deelentiteiten plaatsvindt, op deze instanties van rechtswege toepasselijk is [(13) (14) (15)].

---

(13) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in die zin *mutatis mutandis* beschouwd dat de bewoordingen van het handtekeningsformulier van de Eerste Minister en van de Minister van Buitenlandse Zaken onder het Verdrag en de Slotakte gedaan te Lissabon op 13 december 2007, naar luid waarvan "deze handtekening [...] eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" verbindt, "zo [moeten] worden opgevat dat ze ook slaan op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aangezien die ter uitvoering van artikel 138 van de Grondwet bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent" (*loc. cit.*, punt 43, blz. 370).

(14) Tot staving van het vorenstaande kan worden opgemerkt dat in artikel 6*ter*, zoals het is geredigeerd in artikel 2 van het bij de Senaat ingediende wetsvoorstel van 26 juni 2008 (*Parl. Stuk* Senaat, 2007-2008, nr. 4-830/1), waarover heden advies 44.816/AV is verstrekt, geen beperkingen worden gesteld aan de mogelijkheid voor de Franse Gemeenschapscommissie of voor het Waals Gewest om zich in verband met overgehevelde aangelegenheden tot de afdeling wetgeving van de Raad van State te wenden, daaronder begrepen, naar luid van het voorgestelde artikel 6*ter*, eerste lid, omtrent de bevoegdheidsaspecten betreffende de Europese wetgevingshandelingen die aanleiding kunnen geven tot het instellen van een beroep bij het Hof van Justitie van de Europese Unie op basis van artikel 8 van het Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid (zie het voornoemde advies 44.816/AV, voetnoot 5, omtrent het feit dat in deze bepaling in werkelijkheid wordt verwezen naar artikel 8 van het Protocol, doch niet, zoals aldaar per vergissing wordt gesteld, naar artikel 3 ervan). Het is echter artikel 92*quater* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 dat, gelezen in samenhang met het in het vooruitzicht gestelde samenwerkingsakkoord, de rechtsgrond zou opleveren voor de aldus aan de vergaderingen van de verschillende beleidsniveaus verleende bevoegdheid om een zodanig beroep in te stellen bij het Hof van Justitie.

(15) Het staat aan de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie om via een wijziging van het voornoemde artikel 4, 1/, van de voormelde overdrachtsdecreten van 19 en 22 juli 1993 iedere dubbelzinnigheid op dit punt weg te werken door daarin eveneens te verwijzen naar artikel 92*quater* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

L'assemblée générale de la section de législation était composée de

De algemene vergadering van de afdeling wetgeving was samengesteld uit

Messieurs de Heren	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État, eerste voorzitter van de Raad van State,
	M. VAN DAMME, Y. KREINS,	présidents de chambre, kamervoorzitters,
	P. LIÉNARDY, J. BAERT, J. SMETS, P. VANDERNOOT, J. JAUMOTTE, B. SEUTIN, W. VAN VAERENBERGH,	conseillers d'État, staatsraden,
	J. VELAERS, M. TISON, G. KEUTGEN, G. de LEVAL,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	A. BECKERS,	greffier, griffier,
Monsieur de Heer	M. FAUCONIER,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

Les rapports ont été rédigés par MM. B. JADOT, premier auditeur chef de section et D. VAN EECKHOUTTE, auditeur adjoint.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd en D. VAN EECKHOUTTE, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. VANDERNOOT

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A. BECKERS

R. ANDERSEN